Quatorzième session
Genève, 19-23 juin 2006
Point 9 de l'ordre du jour provisoire
**Solutions qui pourraient être adoptées pour
promouvoir le respect des dispositions de
la Convention et des Protocoles y annexés**

**AUTRE FORMULE QUI POURRAIT ÊTRE ADOPTÉE POUR PROMOUVOIR
LE RESPECT DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION
ET DES PROTOCOLES Y ANNEXÉS**

Document établi par les États-Unis d'Amérique

Les Hautes Parties contractantes,

Désireuses d'œuvrer à l'amélioration du respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés,

1. *Engagent* chaque Haute Partie contractante à prendre toutes les mesures appropriées, législatives et autres, pour prévenir et réprimer les infractions aux dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés par lesquels elle est liée, qui seraient commises par des personnes ou en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle;
2. *Engagent* chaque Haute Partie contractante à exiger que ses forces armées établissent et fassent connaître les instructions militaires et les modes opératoires voulus et que les membres des forces armées reçoivent, chacun selon ses devoirs et ses responsabilités, une formation au respect des dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés par lesquels elle est liée;
3. *S'engagent* à se consulter et à coopérer entre elles à l'échelon bilatéral, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou suivant d'autres procédures internationales appropriées, afin de lever toutes préoccupations qui pourraient exister au sujet de l'exécution de leurs obligations juridiques ou de régler tous problèmes qui pourraient se poser à elles concernant l'interprétation ou l'application des dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés par lesquels elles sont liées;
4. *Décident* d'établir un pool d'experts, pour lequel chaque Haute Partie contractante peut désigner un expert par domaine de compétence, chaque expert devant avoir une réputation d'impartialité et des compétences reconnues dans les domaines techniques, juridiques ou autres,

selon qu'il conviendra, ayant un rapport avec l'application de la Convention et des Protocoles y annexés;

5. *Invitent* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à établir et tenir à jour une liste contenant le nom et la nationalité des experts désignés par les Hautes Parties contractantes ainsi que d'autres données pertinentes les concernant et à communiquer cette liste aux Hautes Parties contractantes;

6. *Invitent* toute Haute Partie contractante à demander l'aide de l'un ou de plusieurs de ces experts en vue de lever toutes préoccupations qui pourraient exister au sujet de l'exécution de ses obligations juridiques ou de régler tous problèmes qui pourraient se poser à elle concernant l'interprétation et l'application des dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés par lesquels elle est liée;

7. *Demandent* à l'expert ou aux experts ainsi choisis de soumettre à la Haute Partie contractante concernée un rapport dans lequel ils formuleront des recommandations au sujet de la question soulevée par ladite Partie;

8. *Décident* que le coût des travaux entrepris par l'expert ou les experts choisis est à la charge de la Haute Partie contractante concernée, et *prient* le Secrétaire général de prendre avec ladite Partie des dispositions appropriées en vue d'assurer le financement de tels travaux.